

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Conditions d'attribution Question écrite n° 40917

Texte de la question

M. Philippe Briand appelle l'attention de M. le ministre du travail et des affaires sociales sur la difficulte rencontree par les demandeurs d'emploi, ayant ete remuneres sous forme de cheque emploi-service par de multiples employeurs, a faire valoir leur droit au benefice des Assedic. Il lui demande s'il n'est pas souhaitable de reconnaitre ces formes d'emploi comme emploi a part entiere et d'envisager une simplification administrative afin d'unifier, en premiere instance, la demande d'allocation chomage et la delivrance d'une carte d'assure social actualise.

Texte de la réponse

Les emplois crees par le dispositif cheque emploi service sont encadres par une convention collective et ne derogent pas au droit du travail. Il s'agit d'emplois que le Gouvernement cherche a promouvoir au meme titre que d'autres emplois et, dans cette perspective, une obligation de formation professionnelle a ete introduite dans la loi du 29 janvier 1996. Les conditions requises d'ouverture des droits sociaux sont cependant differentes selon les risques que les salaries peuvent encourir, ce qui rend difficile l'unification de la demande d'allocation de chomage et la delivrance d'une carte d'assure social. Neanmoins, les droits aux prestations de chomage de ces salaries a employeurs multiples leur sont ouverts au meme titre que les autres demandeurs d'emploi s'ils remplissent les conditions posees par l'article 27 du reglement annexe a la convention du 1er janvier 1994 relative a l'assurance chomage, soit au minimum 122 jours d'affiliation ou 676 heures de travail au cours des huit mois qui precedent la fin du contrat de travail.

Données clés

Auteur : M. Briand Philippe Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 40917 Rubrique : Chomage : indemnisation

Ministère interrogé : travail et affaires sociales Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 15 juillet 1996, page 3792 Réponse publiée le : 20 janvier 1997, page 290